



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DU DIALOGUE SOCIAL

DÉLÉGATION GÉNÉRALE À L'EMPLOI
ET À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La ministre du travail, de l'emploi,
de la formation professionnelle et du dialogue
social

Sous-direction des parcours d'accès à l'emploi

à

Affaire suivie par : Albane EXERTIER

Tél : 01 44 38 33 94

Mail : albane.exertier@emploi.gouv.fr

Mesdames et Messieurs les Préfets de région

Mesdames et Messieurs les Directeurs
régionaux des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi
(DIRECCTE)

Mesdames et Messieurs les Directeurs des
entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi
(DIECCTE)

Mesdames et Messieurs les Préfets de
département

Copie :

Monsieur le Directeur général de Pôle emploi

Madame la Présidente du CNIAE
Monsieur le Président du FPSPP

INSTRUCTION N° DGEFP/MIP/2016/401 du 22/12/2016 relative à la mise en œuvre de la prestation "suivi dans l'emploi" dans le cadre du plan "nouvelles solutions face au chômage de longue durée" et du comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté

NOR : ETSD1638308J

Classement thématique : emploi/chômage

Catégorie : Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : Cette instruction élargit les conditions d'accès de la Prestation de suivi dans l'emploi (PSDE) à tous les contrats à durée déterminée, quelle qu'en soit la durée et prolonge la phase pilote jusqu'à la fin de l'année 2017. Elle abroge la précédente instruction en date du 2 novembre 2015.

La PSDE a pour objectif de développer une offre de service aux entreprises et aux salariés recrutés, pour sécuriser l'embauche et l'intégration durable d'un salarié en parcours d'insertion dans le cadre d'un emploi salarié de droit commun au moyen d'un accompagnement spécifique.

Mots-clés : Prestation de suivi dans l'emploi, offre de service aux entreprises
Circulaires abrogées : Instruction n° DGEFP/MIP/2015/327 du 2 novembre 2015 relative à la mise en œuvre de la prestation "suivi dans l'emploi" dans le cadre du plan "nouvelles solutions face au chômage de longue durée" et du comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté.
Annexes : <ul style="list-style-type: none"> - Annexe 1 : Cahier des charges - Annexe 2 : Processus opérationnel de gestion entre les SIAE et Pôle emploi - Annexe 3 : Modèle de lettre d'engagement - Annexe 4 : Modèle de livret d'accompagnement - Annexe 5 : Support de communication à destination des entreprises.
Diffusion : Les destinataires de la présente instruction doivent assurer une diffusion auprès des organismes susceptibles d'être concernés par le texte (partenaires sociaux, entreprises, associations, structures de l'insertion par l'activité économique).

La prestation de suivi dans l'emploi (PSDE) est une des mesures inscrites dans le Plan « Nouvelles solutions face au chômage de longue durée » présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social le 9 février 2015 et est également mentionnée par le Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté du 6 mars 2015. La phase pilote de la prestation, qui a démarré le 1^{er} novembre 2015, est prolongée jusqu'à fin décembre 2017.

Vous veillerez à faire connaître le dispositif aux entreprises de votre région, en particulier les TPE/PME, grâce au support de communication en annexe (annexe 5) qui intègre **l'élargissement du champ des emplois éligibles à la PSDE, à savoir les contrats à durée déterminée.**

1. Un dispositif pour sécuriser les embauches par les entreprises de personnes en difficultés d'insertion

a. Objectifs de la prestation de suivi dans l'emploi et publics visés

La prestation de suivi dans l'emploi a pour but d'inciter les employeurs à s'engager dans le recrutement de publics qu'ils sont réticents à recruter sans appui particulier. Elle est mise en œuvre au bénéfice :

- des demandeurs d'emploi de longue durée ou sortant de dispositifs d'insertion (insertion par l'activité économique, contrats unique d'insertion-contrats d'accompagnement dans l'emploi)
- ayant un bas niveau de qualification (V ou infra V)
- avec une priorité aux résidents en Quartier Prioritaire Politique de la Ville (QPV).

En sus du soutien au parcours individuel du bénéficiaire, il s'agit de développer une offre de service aux entreprises pour sécuriser l'embauche et l'intégration durable d'un salarié.

Les TPE et PME sont particulièrement ciblées car ces entreprises de petite taille ne disposent pas toujours de l'outillage et des compétences leur permettant de préparer l'intégration de salariés au sein de leur collectif de travail, alors qu'elles représentent un vivier d'emplois important. L'objectif de la prestation est de sécuriser l'employeur dans son processus d'intégration d'une personne qu'il n'aurait pas, a priori, retenue du fait de ses problématiques sociales et/ou de son éloignement du marché du travail et de lui permettre de développer à terme sa capacité à recruter durablement, y compris ce type de public.

b. Durée et modalités d'accompagnement

La prestation consiste en un accompagnement de 3 mois à compter de la date de signature du formulaire d'adhésion à la prestation. Cette signature intervient au plus tard à la date de la prise de poste. Un entretien dans l'entreprise est organisé si possible en amont de la prise de poste pour préparer celle-ci ou dans un délai rapide après la prise de poste. La prestation de suivi dans l'emploi est activée sur la base d'un accord formel entre l'entreprise, le salarié et l'organisme accompagnateur (voir ci-dessous). Sa mise en œuvre est tracée dans le livret d'accompagnement (annexe 4).

Le référent identifié de la prestation dans l'organisme accompagnateur (voir ci-dessous) constitue le référent unique pour l'entreprise qui recrute. Il doit être en capacité d'apprécier *in situ* les progrès et/ou difficultés rencontrées tant par la personne que par l'employeur et doit pouvoir proposer des solutions variées et adaptées aux situations rencontrées. Les actions mises en œuvre en appui à l'employeur sont de trois ordres :

- Aide à l'intégration du salarié : actions menées en amont de l'intégration, appui à l'employeur sur :
 - la préparation du matériel/équipement du futur salarié,
 - la formalisation des premières activités du salarié, etc. ;
- Accompagnement sur l'ingénierie du recrutement : aide au montage d'une solution de formation, mise en contact avec d'autres interlocuteurs, information et appui à la mobilisation des aides à l'embauche et aux recrutements ;
- Rôle de tiers médiateur pour l'employeur et le salarié.

Seul interlocuteur de l'employeur pour les démarches administratives liées à l'intégration du salarié, le référent sera chargé d'animer un réseau d'interlocuteurs pré-identifiés et de mobiliser les ressources nécessaires pour répondre à ses besoins. Il doit s'inscrire dans la continuité des actions menées en amont du recrutement afin d'éviter les situations de rupture tant avec le salarié qu'avec l'employeur.

c. Emplois éligibles

Les contrats doivent offrir la potentialité d'une intégration durable du salarié dans l'entreprise ou le secteur d'activité concerné, par un éventuel prolongement du contrat ou un recrutement en CDI.

Il s'agit de contrats de droit commun dans le secteur marchand hors intérim :

- Contrats à durée indéterminée,
- Contrats à durée déterminée. Pour ces contrats, le référent unique sera vigilant à leurs possibilités de prolongation.

La prestation de suivi dans l'emploi ne peut pas être prescrite pour des contrats qui font déjà l'objet d'un financement public (contrats aidés notamment).

2. La mise en œuvre opérationnelle

a. Deux opérateurs en charge de la mise en œuvre

La prestation de suivi dans l'emploi est mise en œuvre par deux opérateurs :

- Pôle emploi dans les agences locales particulièrement concernées par les problématiques politiques de la ville des cinq anciennes régions suivantes :
 - o Ile-de-France : Paris, Seine-Saint-Denis et Nord des Hauts-de-Seine,
 - o Hauts-de-France : dans l'ensemble de la région,
 - o Occitanie : agglomération de Toulouse,

- Provence-Alpes-Côte d'Azur : agglomération de Marseille,
- Auvergne-Rhône-Alpes : agglomération de Lyon.

Pôle emploi intervient pour les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) ou sortants de Contrats Uniques d'Insertion - Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE) ayant un bas niveau de qualification (V ou infra V)

- Les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) implantées sur l'ensemble des régions (France et outre-mer) pour les salariés en insertion accédant à un emploi en entreprise et ayant un bas niveau de qualification (V ou infra V).

b. Financement

La prestation de suivi dans l'emploi est financée par un montant de 500 euros. Ce montant peut toutefois être modulé :

- Pour les agences locales de Pôle emploi identifiées dans les régions Ile-de-France et Hauts-de-France, la prestation de suivi dans l'emploi est de 500 euros.
- Pour l'ensemble des SIAE et pour les agences locales de Pôle emploi identifiées dans les régions Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-D'azur, 30 % de la somme est conditionné à l'atteinte du résultat suivant : le contrat de travail (initial ou renouvelé) du salarié accompagné est toujours en cours à l'issue de la prestation. Ainsi, dans le cas où le salarié n'est plus dans l'entreprise à la fin des trois mois de prestation, la somme versée est de 350 euros.

Le versement de la prestation intervient à la fin de celle-ci.

c. Instructions des demandes pour les SIAE

Les modalités opérationnelles de gestion de la prestation par les SIAE sont précisées en annexe et s'organisent en plusieurs étapes.

La SIAE ayant repéré des employeurs et des salariés pouvant bénéficier de la prestation de suivi dans l'emploi sollicite son agence Pôle emploi référente en envoyant (mail, courrier, scan) la lettre d'engagement (annexe 3).

Suite à la réception du document, le conseiller Pôle emploi référent de la structure étudie la disponibilité des fonds et la conformité de la demande : les caractéristiques du contrat, du futur employeur et du salarié doivent être conformes au cahier des charges. Les demandes concernant des salariés ayant travaillé dans l'entreprise ciblée avant leur parcours IAE ou des entreprises appartenant au même groupement économique que la SIAE, ne pourront pas être prises en compte.

Le suivi budgétaire et le paiement de la prestation sont assurés par Pôle-emploi Services et le suivi informatique du dossier est accessible à la SIAE via un applicatif dédié (le portail partenaires Pôle emploi).

3. Le pilotage et l'évaluation du dispositif

Un comité de pilotage national sera mis en place par le cabinet du ministre chargé de l'emploi. Il associe la DGEFP, Pôle emploi, le CGET, des représentants du secteur de l'IAE siégeant au CNIAE, des représentants des partenaires sociaux, du FPSPP et de la DARES. Ce comité assurera le suivi du déploiement de la mesure. Il aura pour mission d'identifier les questions relatives au déploiement de la prestation et y apporter des réponses coordonnées. Il suivra et pilotera le déploiement par les agences de Pôle emploi et les structures d'insertion.

Aux niveaux régional et local, la DIRECCTE prévoira un temps d'échange sur la prestation de suivi dans l'emploi avec les SIAE concernées lors des dialogues de gestion. Une information sera réalisée, en tant que de besoin, dans le cadre des CDIAE.

Pôle emploi veillera à fournir à la DGEFP et aux DIRECCTE tout élément statistique permettant le suivi quantitatif et qualitatif de la prestation.

Une évaluation du dispositif est prévue, sur la base d'enquêtes auprès des publics bénéficiaires et des entreprises utilisatrices. Elle aura pour objectifs de mesurer l'impact de la prestation :

- sur les décisions de recrutement des entreprises bénéficiaires ;
- sur la trajectoire professionnelle des personnes bénéficiaires.

Elle déterminera également l'impact des modalités de rémunération sur l'atteinte des résultats, pour les prestations mises en œuvre par Pôle emploi. Cette évaluation s'attachera à repérer et neutraliser :

- les effets de sélection (déploiement auprès de personnes peu éloignées de l'emploi et d'entreprises ayant déjà l'habitude d'accueillir des personnes sortant de parcours d'insertion) ;
- les effets d'aubaine (déploiement auprès d'entreprises qui avaient déjà pris la décision d'embaucher des personnes sortant de parcours d'insertion) ;
- un reporting sera organisé, à partir de l'outil de collecte des données proposé par Pôle emploi et renseigné par le référent tout au long de la prestation (cf. modèle de livret d'accompagnement).

Carine CHEVRIER

signé

Déléguée générale à l'emploi
et à la formation professionnelle

Annexe 1 – Cahier des Charges
de la prestation de suivi dans l'emploi

Opérateur chargé de la mise en œuvre de la prestation	La SIAE ayant initialement accompagné en parcours d'insertion le salarié recruté	Pôle emploi
Public visé	<p>Les entreprises qui s'engagent dans le recrutement de personnes très éloignées de l'emploi alors qu'elles ne l'auraient pas fait sans l'appui proposé par la prestation de suivi dans l'emploi. La mise en œuvre de la prestation repose sur le volontariat des entreprises concernées.</p> <p>Sont ciblées plus particulièrement les TPE/PME recrutant un salarié dont le niveau de qualification est V ou infra V.</p>	
	<p>Critères cumulatifs : Personnes accompagnées par une SIAE dans le cadre d'un parcours d'insertion et ayant un niveau de qualification V ou infra V, accédant à un emploi de droit commun.</p>	<p>Critères cumulatifs : DELD ou personne sortant de contrat unique d'insertion-contrat d'accompagnement dans l'emploi et ayant un niveau de qualification V ou infra V, accédant à un emploi de droit commun.</p>
	<p>Une priorité sera accordée aux personnes résidant en Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).</p>	
Objectif	<p>Développer une offre de service aux entreprises et aux salariés recrutés, pour sécuriser l'embauche et l'intégration durable d'un salarié en parcours d'insertion dans le cadre d'un emploi salarié de droit commun au moyen d'un accompagnement spécifique. Cette prestation a pour but d'inciter les employeurs à s'engager dans le recrutement de publics en besoin d'insertion alors qu'ils ne l'auraient pas fait sans appui particulier. Elle doit faciliter :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ la prise de poste, ○ l'intégration et le maintien en poste de la personne recrutée. 	
Emplois éligibles	<p>Contrats de droit commun dans le secteur marchand hors intérim : CDI ou CDD.</p> <p>De manière générale, et plus particulièrement pour les CDD de courte durée, les contrats doivent offrir une réelle potentialité d'intégration durable du salarié dans l'entreprise ou le secteur d'activité concerné (possibilité de prolongement du contrat, qui au total [contrat initial et prolongation] dépasse les 3 mois, ou de recrutement en CDI). Cela exclut par exemple les missions d'intérim.</p> <p>La prestation de suivi dans l'emploi ne peut pas être prescrite pour des contrats qui font déjà l'objet d'un financement public (contrats aidés notamment).</p>	
Territoires éligibles	Délivrée par les SIAE, la prestation est mobilisable quelque soit le territoire.	<p>Lorsqu'elle est délivrée par Pôle emploi, la prestation cible 5 régions particulièrement concernées par les problématiques politique de la ville : Ile-de-France, PACA, Hauts-de-France, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes.</p>

Durée de la prestation	Prestation de 3 mois à compter de la date de signature du formulaire d'adhésion à la prestation (partie A du livret d'accompagnement). Cette signature intervient au plus tard à la date de la prise de poste.
La prescription et le déclenchement de la prestation	<ul style="list-style-type: none"> • La prescription est réalisée par le conseiller Pôle Emploi. ou • La prescription est validée par Pôle emploi sur la base d'une sollicitation de la SIAE. Cette validation est matérialisée par la signature de Pôle emploi de la lettre d'engagement transmise par la SIAE. • La signature du formulaire d'adhésion à la prestation (partie A du livret d'accompagnement) déclenche le démarrage de la prestation. Un entretien <i>in situ</i> en amont de la prise de poste pour préparer celle-ci ou dans un délai rapide après la prise de poste est réalisé. L'entretien est réalisé par le référent désigné par la SIAE ou Pôle Emploi avec le futur employeur et le bénéficiaire. • La décision de prise en charge est formalisée par un accord des 3 parties sur le principe de l'accompagnement dans l'emploi, son contenu et son évaluation. • Accord préalable du bénéficiaire et de l'employeur. • Le référent identifié de la prestation sera le référent unique de l'employeur et se chargera de mobiliser les acteurs du territoire pour répondre aux besoins exprimés. • Identification d'un tuteur au sein de l'entreprise qui sera le correspondant du référent de la prestation et du bénéficiaire.
Contenu de la prestation	<p>Objet de la prestation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aider les entreprises, en particulier les TPE et les PME, à sécuriser l'intégration du nouveau salarié : <ul style="list-style-type: none"> ○ en apportant un appui à l'entreprise dans les démarches induites par le recrutement, ○ en accompagnant le nouveau salarié dans la levée des freins qui se révéleraient dans cette nouvelle situation de travail. • Sécuriser le parcours de la personne en favorisant son intégration durable chez l'employeur. <p>Rôle du référent</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ce référent doit être en capacité <u>d'apprécier <i>in situ</i></u> les progrès et/ou difficultés rencontrées tant par la personne que par l'employeur. Il doit aussi pouvoir proposer des solutions variées et adaptées aux situations rencontrées : appui à l'aménagement de poste, aide au montage d'une solution de formation, appui social au salarié. • Point d'entrée unique de l'employeur, il sera chargé de l'animation d'un réseau d'interlocuteurs pré-identifiés et de mobiliser les ressources nécessaires pour répondre à ses besoins. • Il doit s'inscrire dans la continuité des actions menées en amont du recrutement afin d'éviter les situations de rupture tant avec le salarié qu'avec l'employeur. • Il renseigne les outils normalisés prévus pour le déploiement de la prestation, et s'assure de la traçabilité de la prestation en utilisant les outils déployés à cet effet. Il s'assure que la traçabilité et le reporting ne se traduit pas par une charge administrative supplémentaire pour l'employeur et le salarié durant la période couverte par le contrat de travail. <p>Actions</p> <p>La prestation consiste notamment en :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • un diagnostic partagé (salarié-employeur) des attendus liés à la prise de poste portant : <ul style="list-style-type: none"> → sur le parcours d'intégration (modalités d'intégration, outillage de l'employeur, appui aux démarches RH...), → sur les conditions générales d'exercice de l'emploi, → sur les besoins d'accompagnement induits par la prise de poste (compétences professionnelles et compétences sociales). • La mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire afin de répondre aux besoins identifiés de l'employeur et du bénéficiaire. • Proposer à l'employeur un autre candidat en cas de rupture anticipée du contrat au regard du diagnostic qui sera réalisé (garantie de résultat pour l'employeur). • Accompagner le salarié vers un autre poste en cas de rupture anticipée de son contrat de travail ou de non poursuite de ce dernier si CDD. • Des bilans de suivi d'intégration (actions réalisées, difficultés rencontrées, points positifs, actions à mener et échéance). 	
Indicateurs de pilotage et modalités d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Caractéristiques détaillées des bénéficiaires : âge, niveau de formation, résidant ou non dans un QPV, diplôme obtenu, bénéficiaires de minima sociaux, remplit les critères d'éligibilité. • Caractéristiques de l'emploi retrouvé : ROME, qualification, type de contrat, durée hebdomadaire de travail, durée de la période d'essai. • Caractéristiques de l'employeur : APE de l'employeur, effectif de l'établissement. • Indicateurs de réalisation : nombre d'entretiens dans l'entreprise (dont entretiens tripartites), actions mises en œuvre en appui de l'employeur, actions mises en œuvre en appui du salarié, renouvellement de la période d'essai. • Indicateurs de résultats : nombre et taux de maintien dans l'emploi au terme du 3ème mois, durée des contrats initiaux, taux de transformation des contrats (prolongement du CDD ou transformation en CDI), la personne est-elle encore en poste au dernier jour de la prestation, motifs des ruptures anticipées, en cas de rupture anticipée : proposition d'autres candidats par le référent, recrutement d'un candidat proposé par le référent de la prestation, accompagnement du salarié vers un autre poste, reprise d'un nouvel emploi par le bénéficiaire de la prestation. • Modalités de collecte : <ul style="list-style-type: none"> ○ Renseignement des outils de suivi par le référent à l'initialisation de la prestation et durant sa réalisation, ○ Réponse à l'évaluation menée par la DARES et le FPSPP auprès des employeurs et des salariés. 	
Coût	<p>Lorsque la prestation est délivrée par les SIAE, les modalités de rémunération sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ un montant de 500 € par livret d'accompagnement signé si le salarié est toujours en poste à l'issue des 3 mois de prestation (durée cumulée : contrat initial et prolongation). 	<p>Lorsque la prestation est délivrée par Pôle emploi, les modalités de rémunération sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un forfait de 500€ par livret d'accompagnement signé pour les territoires au sein des Directions Régionales Hauts-de-France et Ile-de-France. ▪ Pour les territoires au sein des

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ un montant de 350 € par livret d'accompagnement signé si le salarié accompagné n'est plus en poste à l'issue des 3 mois de prestation (durée cumulée : contrat initial et prolongation). 	<p>Directions Régionales Provence-Alpes-Côte-D'azur, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ un montant de 500 € par livret d'accompagnement signé si le salarié est toujours en poste à l'issue des 3 mois de prestation (durée cumulée : contrat initial et prolongation). ○ un montant de 350 € par livret d'accompagnement signé si le salarié accompagné n'est plus en poste à l'issue des 3 mois de prestation (durée cumulée : contrat initial et prolongation).
Période de réalisation des entrées	Les prestations seront à engager jusqu'au 31 décembre 2017.	



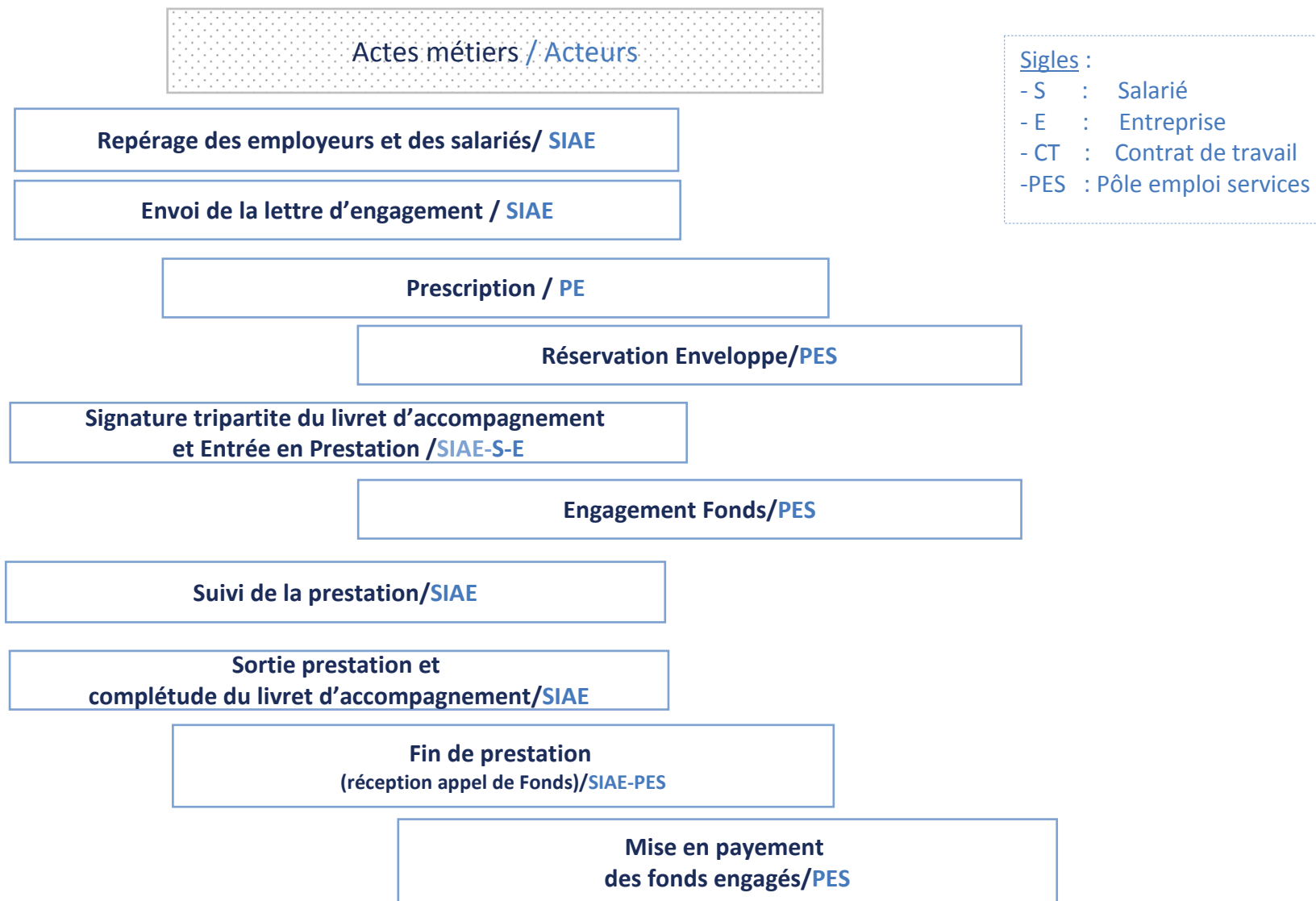
Mise en œuvre de la PSDE (Prestation de suivi dans l'emploi) par les SIAE (Structures d'Insertion par l'activité économique)

Processus opérationnel

.....
septembre 2015
.....



L'enchainement des actes métiers



➡ Le rôle de prescripteur de Pôle-emploi

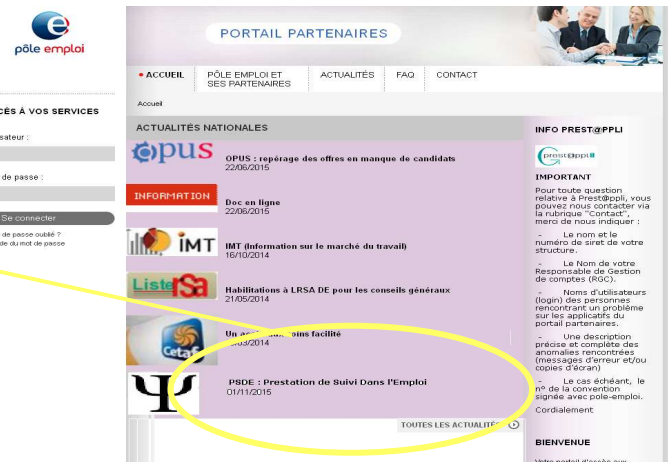
Suite à la réception de la lettre d'engagement, le conseiller pôle-emploi référent de la SIAE étudiera la conformité de la demande. Les caractéristiques du futur employeur et du salarié devront être conformes au cahier des charges. Les demandes concernant des salariés ayant travaillé dans l'entreprise ciblée avant leur parcours IAE ou des entreprises appartenant au même groupement économique que la SIAE ne pourront pas être prises en compte.

➡ Un processus dématérialisé en lien avec Pôle Emploi Services (PES)

Le suivi budgétaire et le paiement de la prestation seront assurés par Pôle-emploi Services. Les échanges d'informations se feront par mail et via un applicatif dédié.

➡ Un suivi informatique accessible aux SIAE via le portail partenaires Pôle emploi

Outil de gestion
de la PSDE
(Prestation de
suivi dans
l'emploi)

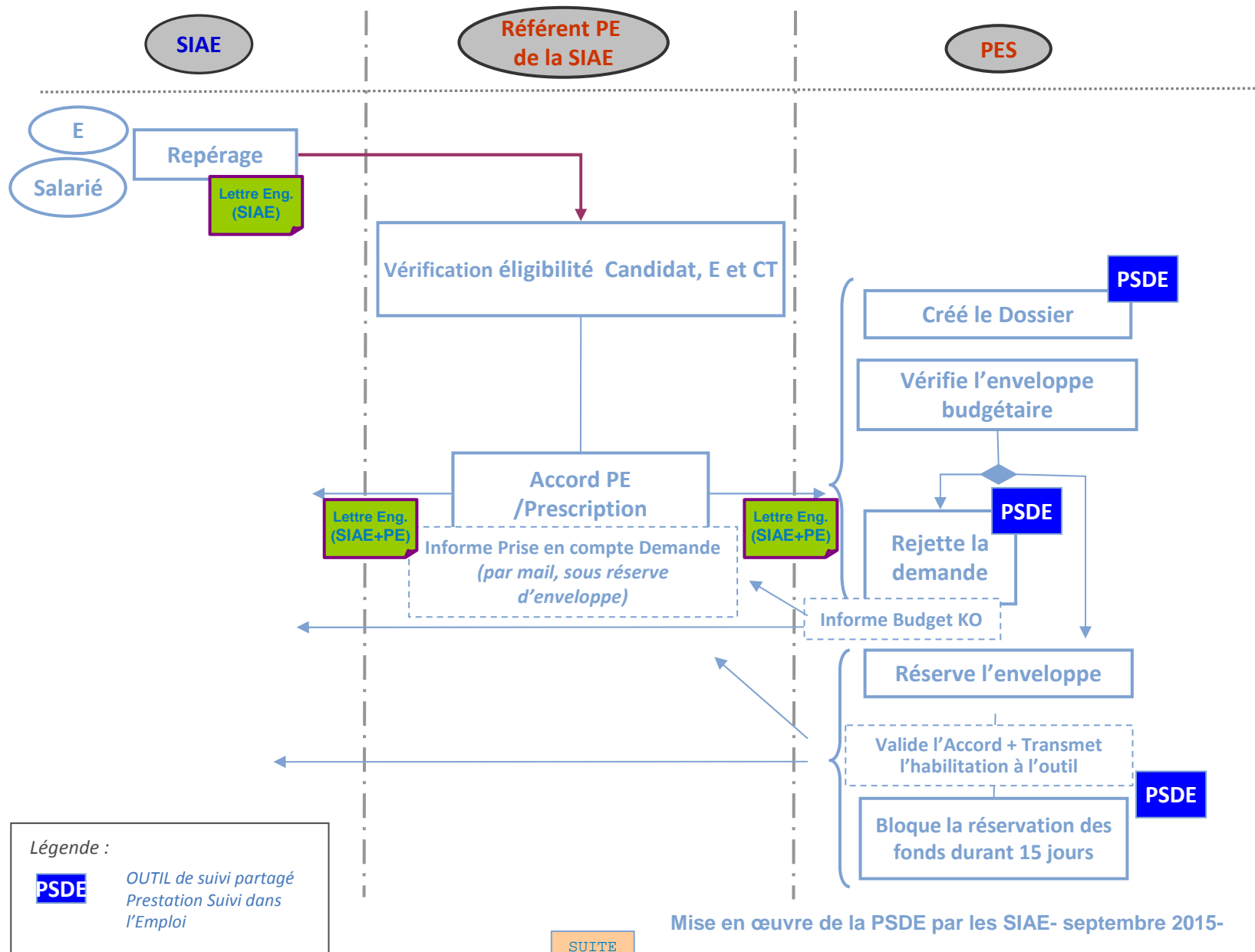


➡ Une évaluation de l'expérimentation par le FPSSP et la DARES

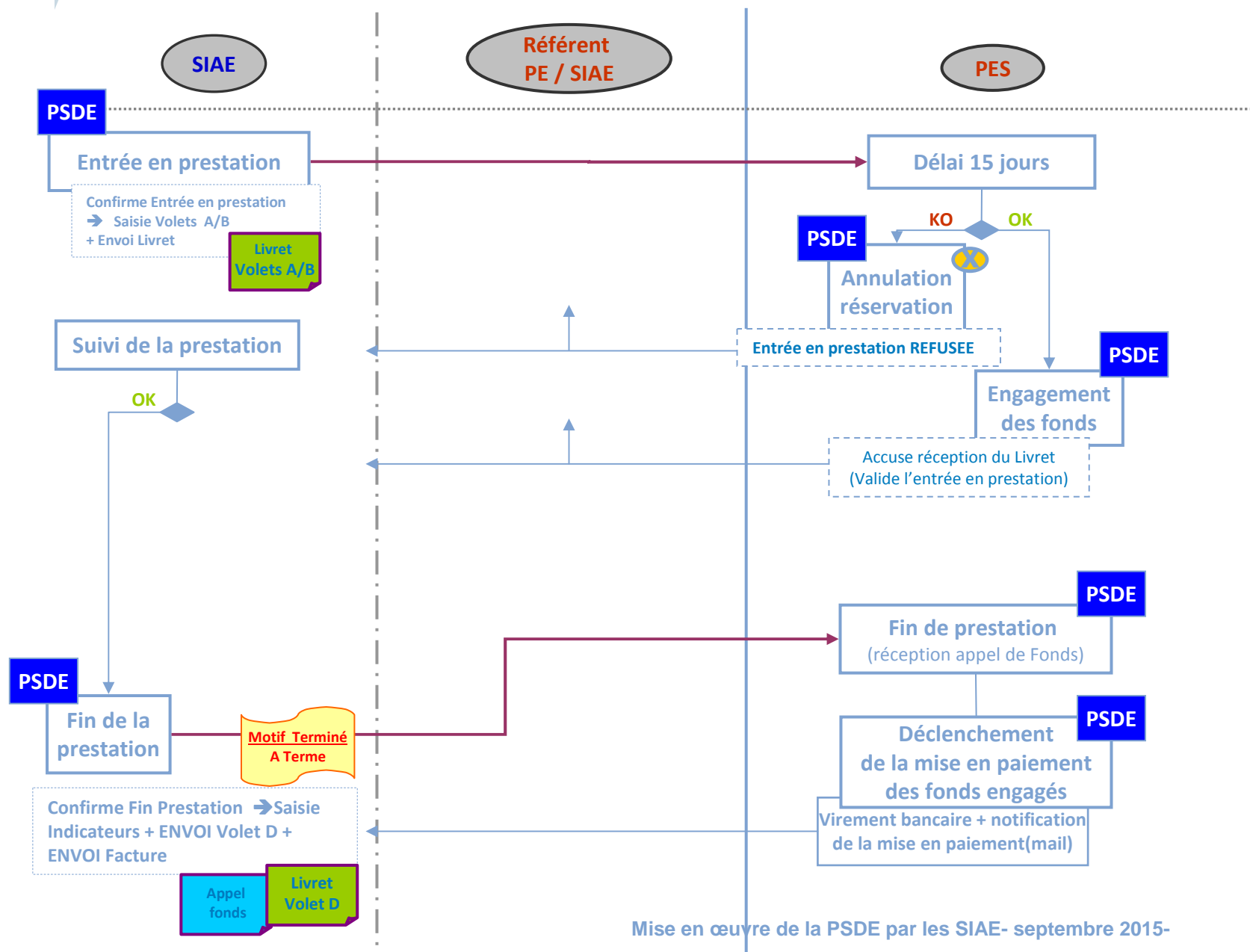
Dans le cadre de cette évaluation, les entreprises et salariés ayant bénéficié pourront être sollicités pour répondre à une enquête



Représentation schématique des processus (1/2)



Représentation schématique des processus (1/2)



Annexe 3 - Prestation de suivi dans l'emploi

Lettre d'engagement

Nom de la SIAE*		Nom du salarié*	
Catégorie de la SIAE (AI, ACI, EI, ETTI)*		Prénom du salarié*	
Adresse*		Date de naissance du salarié*	
Téléphone*		NIR du salarié*	
Mail*		Niveau de formation*	
N° convention Etat*		Numéro d'agrément**	

* Données obligatoires

** Obligatoire sauf pour cas particuliers AI hors agrément

Cadre réservé à Pôle emploi	SAFIR de l'agence de prescription	
	Numéro IDE du salarié / TP***	

*** à renseigner si inscription en cours (dont catégorie 5) ou récente

Nous demandons la mise en œuvre de la prestation de suivi dans l'emploi pour l'entreprise (Raison sociale / SIRET de l'établissement) en vue de sécuriser l'intégration et la prise de poste ⁽¹⁾ de M. /Mme (Nom / Prénom du salarié) à compter du..... ..

Nous reconnaissons être informés que cette action bénéficie d'un financement du Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels et que cet accompagnement ne sera mis en œuvre qu'après validation de Pôle emploi et dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible.

Dans le cadre de cette prestation, nous nous engageons à respecter le cahier des charges et à fournir à Pôle emploi services, dans les délais prévus, les pièces nécessaires à son suivi et son évaluation ⁽²⁾ :

- Les volets A et B du livret d'accompagnement signé par le salarié, le correspondant de l'entreprise qui l'emploie et le référent SIAE de la prestation, seront adressés par mail sous format pdf. à l'adresse suivante : pespsde.00310@pole-emploi.fr dans les 15 jours suivant la réception du courriel de Pôle emploi services, signifiant que la prestation rentre bien dans le cadre budgétaire prévu.
- L'intégralité du livret d'accompagnement dûment complété sera adressée à la même adresse mail dans les 15 jours qui suivent la date de fin de la prestation.

Nous reconnaissons avoir été informé(e)s des modalités de suivi et d'évaluation de la prestation et nous nous engageons à répondre à l'évaluation qui sera menée trois mois après la fin de la prestation.

Signature du représentant de la SIAE

Nom, prénom et qualité du signataire ayant compétence à cet effet :

CACHET de SIAE

Signature du référent Pôle emploi

Nom, prénom et qualité du signataire ayant compétence à cet effet :

CACHET de la structure

Fait à, le

Fait à, le

⁽¹⁾ Emplois éligibles à la prestation : contrats de droit commun (hors contrats aidés) en CDI ou CDD, dans le secteur marchand hors intérim

⁽²⁾ Conformément à loi n°78-17 du 6 janvier 1978, la SIAE est responsable du traitement des données à caractère personnel qu'elle met en œuvre. Elle s'acquies des formalités déclaratives relatives au traitement auprès des autorités de protection des données à caractère personnel compétentes et, le cas échéant, fournit à Pôle emploi toute information utile pour que l'institution accomplisse les formalités qui lui incombent. Les données ne sont conservées que pendant la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont transmises.

Annexe 4 - Prestation de suivi dans l'emploi Livret d'accompagnement

Numéro de
dossier

A – Formulaire d'adhésion à la prestation

Les acteurs			
	Le correspondant de l'entreprise	Le salarié	Le référent de la prestation Pôle emploi (PE) <input type="checkbox"/> SIAE <input type="checkbox"/>
Nom			
Prénom			
Nom de l'établissement / l'agence PE / la SIAE (et catégorie)			
Adresse			
Téléphone			
Mail			
QPV ⁽¹⁾ O/N		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Agence Pôle emploi de rattachement			
Identification	SIRET de l'établissement	Numéro d'inscription	Code agence
		NIR	

⁽¹⁾ QPV : Réside ou est situé en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville

Date de début de contrat de travail		<i>Emplois éligibles à la prestation : contrats de droit commun (hors contrats aidés) en CDI ou CDD dans le secteur marchand hors intérim</i>
Date de fin de contrat de travail envisagée initialement		
Date de fin de la prestation de suivi dans l'emploi		

Nous soussigné(e)s :

Mme, M..... (Correspondant de l'entreprise)

Mme, M..... (Salarié)

adhérons à la prestation de suivi dans l'emploi mise en place par :

☐ Pôle emploi de _____
☐ La SIAE : _____

Cet accompagnement est assuré par M/Mme..... référent de la prestation, qui fournit son appui à l'employeur et au salarié en vue de sécuriser l'intégration du nouveau salarié (dans les démarches induites par le recrutement et en accompagnant le salarié dans la levée des freins qui peuvent apparaître).

Nous reconnaissons être informé(e)s que cette action bénéficie d'un financement du Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels.

Nous reconnaissons avoir été informé(e)s des modalités de suivi et d'évaluation de la prestation et nous nous engageons à répondre à l'évaluation qui sera menée trois mois après la fin de la prestation.

Fait à, le

Nom, prénom et qualité du signataire ayant compétence à cet effet Signature du correspondant de l'entreprise	Nom, prénom, signature du salarié	Nom, prénom et qualité du signataire ayant compétence à cet effet Signature du référent de la prestation

Prestation de suivi dans l'emploi - Livret d'accompagnement

B - Indicateurs à l'entrée dans la prestation

Caractéristiques de l'employeur

Effectif de l'établissement	
Code APE de l'entreprise	

Caractéristiques du salarié

Date de naissance			
Genre	Homme <input type="checkbox"/>	Femme <input type="checkbox"/>	
Niveau de formation ⁽¹⁾	VI et V bis <input type="checkbox"/> V <input type="checkbox"/>		
Diplôme obtenu	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Qualification	1 Manœuvre <input type="checkbox"/> 2 OS <input type="checkbox"/> 3 OP1 OP2 <input type="checkbox"/> 4 OQ3 OHQ <input type="checkbox"/> 5 ENQ <input type="checkbox"/> 6 EQ <input type="checkbox"/> 7 Technicien dessinateur <input type="checkbox"/> 8 AMT <input type="checkbox"/> 9 Cadre <input type="checkbox"/>		
Durée de chômage (mois)			
Bénéficiaires de minima sociaux :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Si réponse oui : RSA socle : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> ASS : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Autres :		
Bénéficiaire de l'obligation d'emploi (BOE)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Critères d'éligibilité :	Demandeurs d'emploi de longue durée Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Salariés sortants de contrats aidés non-marchands Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Salariés en insertion sortants de SIAE Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		

Caractéristiques de l'emploi retrouvé

ROME de l'emploi			
Qualification	1 Manœuvre <input type="checkbox"/> 2 OS <input type="checkbox"/> 3 OP1 OP2 <input type="checkbox"/> 4 OQ3 OHQ <input type="checkbox"/> 5 ENQ <input type="checkbox"/> 6 EQ <input type="checkbox"/> 7 Technicien dessinateur <input type="checkbox"/> 8 AMT <input type="checkbox"/> 9 Cadre <input type="checkbox"/>		
Type de contrat	CDI <input type="checkbox"/> CDD <input type="checkbox"/> Durée CDD :		
Durée hebdomadaire de travail	Temps plein <input type="checkbox"/> Temps partiel <input type="checkbox"/>		
Durée de la période d'essai	Moins de 15 jours <input type="checkbox"/> 1 mois <input type="checkbox"/> 2 mois <input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/>		

⁽¹⁾ **Niveaux de formation : Niveaux VI et V bis** : sorties en cours de 1er cycle de l'enseignement secondaire (6ème à 3ème) ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale. **Niveau V** : sorties après l'année terminale de CAP ou BEP ou sorties de 2nd cycle général et technologique avant l'année terminale (seconde ou première). **Niveau IV** : sorties des classes de terminale de l'enseignement secondaire (avec ou sans le baccalauréat). Abandons des études supérieures sans diplôme. **Niveau III** : sorties avec un diplôme de niveau Bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales, etc.). **Niveaux II et I** : sorties avec un diplôme de niveau supérieur à bac+2 (licence, maîtrise, master, DEA, DESS, doctorat, diplôme de grande école).

Prestation de suivi dans l'emploi - Livret d'accompagnement

C - Suivi des contacts et des actions

Date	Type de contact		Acteurs				Actions réalisées		Emargements (entretiens physiques)		
	Physique	Tél / Mail	Salarié	Correspondant entreprise	Référent prestation	Autre	En appui de l'employeur	En appui du salarié	Salarié	Correspondant entreprise	Référent prestation

Prestation de suivi dans l'emploi - Livret d'accompagnement

C - Suivi des contacts et des actions

Date	Type de contact		Acteurs				Actions réalisées		Emargements (entretiens physiques)		
	Physique	Tél / Mail	Salarié	Correspondant entreprise	Référent prestation	Autre	En appui de l'employeur	En appui du salarié	Salarié	Correspondant entreprise	Référent prestation

Prestation de suivi dans l'emploi - Livret d'accompagnement

D - Indicateurs de réalisation et de résultats de la prestation

Indicateurs de réalisation	
Nombre de contacts physiques	
Dont nombre de contacts physiques tripartites (salarié / correspondant entreprise / référent de la prestation)	
Types d'autres acteurs mobilisés	
Actions mises en œuvre en appui de l'employeur	<p>Aide à l'intégration du salarié :</p> <p>Actions menées en amont de l'arrivée du salarié <input type="checkbox"/></p> <p>Appui à l'employeur <input type="checkbox"/></p> <ul style="list-style-type: none"> - préparation du matériel/équipement du futur salarié <input type="checkbox"/> - formalisation des 1ères activités du salarié <input type="checkbox"/> - sur la phase d'explication à fournir au salarié <input type="checkbox"/> - communication avec les salariés déjà en poste <input type="checkbox"/> <p>Appui à l'action de tutorat <input type="checkbox"/></p> <p>Aide sur l'accueil et accompagnement du salarié <input type="checkbox"/></p> <p>Autre : <input type="checkbox"/></p> <p>Accompagnement sur l'ingénierie de recrutement :</p> <p>Aide au montage d'une solution de formation <input type="checkbox"/></p> <p>Mise en contact avec d'autres interlocuteurs <input type="checkbox"/></p> <p>OPCA <input type="checkbox"/> Organismes de formation <input type="checkbox"/></p> <p>Professionnels du travail social <input type="checkbox"/></p> <p>Autres <input type="checkbox"/></p> <p>Visite sur site <input type="checkbox"/> Nombre : _____</p> <p>Information sur les aides à l'embauche et aux recrutements <input type="checkbox"/></p> <p>Appui à la mobilisation des aides à l'embauche et aux recrutements <input type="checkbox"/></p> <p>Autre : <input type="checkbox"/></p> <p>Tiers médiateur dans la relation employeur/salarié <input type="checkbox"/></p>
Actions mises en œuvre en appui du salarié	<p>Aide à la reprise d'emploi <input type="checkbox"/></p> <p>Aide au permis B <input type="checkbox"/></p> <p>Aide à la garde d'enfant <input type="checkbox"/></p> <p>Autre aide matérielle ou financière <input type="checkbox"/></p> <p>Action(s) de formation <input type="checkbox"/> Nombre de jours _____</p> <p>Appui social <input type="checkbox"/></p> <p>Autres actions <input type="checkbox"/> Lesquelles : _____</p>
Renouvellement de la période d'essai	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

Indicateurs de résultats	
Maintien en emploi au 3 ^{ème} mois ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Si CDD, transformation du contrat ?	<p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>Combien de fois :</p> <p>Prolongation du CDD ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>Transformation en CDI ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>
Fin anticipée du contrat ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
En cas de fin anticipée, date et motif de fin de contrat	<p>Date de fin anticipée __/__/____</p> <p>Motif de fin anticipée :</p> <p>Non exécution du contrat de travail <input type="checkbox"/></p> <p>Rupture anticipée du contrat à l'initiative de l'employeur <input type="checkbox"/></p> <p>Rupture anticipée du contrat à l'initiative du salarié <input type="checkbox"/></p>
En cas de fin anticipée, proposition d'autres candidats par le référent de la prestation ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Nombre _____
En cas de fin anticipée, recrutement d'un candidat proposé par le référent de la prestation ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
En cas de fin anticipée, accompagnement du salarié vers un autre poste ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
En cas de fin anticipée, reprise d'un nouvel emploi par le bénéficiaire de la prestation ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

SUIVI DANS L'EMPLOI

QU'EST-CE QUE LA PRESTATION DE SUIVI DANS L'EMPLOI ?

Ce nouveau service consiste à **vous accompagner** pour l'entrée d'un nouveau salarié dans votre entreprise.

Accompagnement d'une durée de 3 mois, assuré par un référent unique, en vue de faciliter la prise de poste, l'intégration et le maintien en poste de la personne.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

Toutes les entreprises, en particulier les TPE/PME, qui souhaitent **s'engager dans le recrutement durable** (CDI ou CDD) de personnes motivées en parcours d'insertion.

COMMENT ?

Vous bénéficiez de l'expertise d'un interlocuteur unique pour :

- répondre à votre besoin en recrutement en bénéficiant d'un appui personnalisé et adapté ;
- sécuriser la prise de poste et l'intégration durable d'un salarié ;
- proposer des solutions adaptées aux situations rencontrées : appui à l'aménagement de poste, aide au montage d'un dossier de formation, appui social...

VOTRE RÉFÉRENT

est à vos côtés et vous accompagne pour apprécier sur place les progrès et/ou difficultés rencontrées lors de la prise de poste. **Il mobilise les ressources et interlocuteurs nécessaires.**

Cette prestation concerne **les demandeurs d'emploi de longue durée ou sortant de dispositifs d'insertion** (insertion par l'activité économique, contrat d'accompagnement dans l'emploi) peu qualifiés.

Une priorité est donnée aux résidents de Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville.

QUI CONTACTER ?

- Sur la France entière, les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)

ANNUAIRE DISPONIBLE SUR
www.socialement-responsable.org/

- Pôle emploi dans **5 régions** :
 - **Île de France** : Paris, Seine-Saint-Denis, et Nord des Hauts-de-Seine
 - **Provence-Alpes-Côte d'Azur** : agglomération de Marseille
 - **Hauts-de-France** : dans l'ensemble de la région
 - **Occitanie** : agglomération de Toulouse
 - **Auvergne-Rhône-Alpes** : agglomération de Lyon

**RENSEIGNEZ-VOUS
AUPRÈS DE VOS
INTERLOCUTEURS DU
SERVICE ENTREPRISE
PÔLE EMPLOI.**

